



BULLETIN d'INFORMATION

Mensuel de
**Union Départementale
des Syndicats CGT**
8, Place Malus
18000 BOURGES

-O-O-O-

Bourges CTC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 25/05/2023
A distribuer avant le 31/05/2023

ISSN 1168-0423
Prix : 0,15 €

Edito

LES AGENCES DE NOTATION : AUBAINE, REVERS POLITIQUE OU GLAIVE SOCIAL ?

Le calendrier est extrêmement serré pour l'exécutif. Ces fameuses agences, qui font et défont l'avenir financier de ceux qui sont sous leur carcan, les choix économiques et sociaux, reviennent au-devant de la scène. Souvenons-nous de l'après 2008 et de la crise grecque où elles tenaient le devant de la scène médiatique et politique, où les gouvernants et le patronat lorgnaient leurs moindres annonces, soit en souriant, soit en tremblant. On les pensait éteintes, sans conséquences depuis quelques années, eh bien non ! Elles n'ont jamais cessé d'exister et ont toujours un rôle prédominant sur les questions financières et de politique budgétaire. D'ailleurs l'ensemble des structures qui y adhèrent sont obligées de tenir compte de leurs "NOTATIONS", la finance en est très gourmande.

Oui, il faut adhérer à ces agences. Cette adhésion sert à faire connaître aux entreprises, aux collectivités, aux états à quelle sauce ils vont pouvoir être mangés par la finance internationale, la Banque Mondiale, la BCE, le FMI. Ces "notes" sont de sérieux indicateurs pour prévoir des coupes franches et faire "les belles mariées" devant les marchés financiers.

Pour preuve quand l'agence Fitch a dégradé la note de la France, certes de peu, mais dégradé quand même, le gouvernement s'est empressé de courber l'échine et de s'expliquer plateatement sur cette dure réalité capitaliste.

Une note abaissée par le capital ! Quel-le honte et quel coup de massue pour

les valets du patronat ! Et "le gars Bruno", le même que dans l'édito précédent, a usé ses fonds de culotte et s'est égosillé pendant des jours à convaincre que ce qui a été fait depuis des mois, était bon, légitime et nécessairement indispensable.

En résumé, tout en cachant les men songes et les désaveux politiques, il a tenté de se faire passer de bourreau social à victime collatérale d'une situation non choisie. Le tour de force ne pouvait pas résister tant les incohérences entre les discours d'hier et d'aujourd'hui sont marquées de certaines moqueries intellectuelles.

L'année dernière, une réforme de l'assurance chômage qui n'était pas financière. Cette année une réforme des retraites, pas financière non plus et depuis deux ans le déversement infini d'argent au patronat. On se souvient, ces politiques nous ont été présentées comme des mesures d'équité, de justice sociale et de relance de l'économie.

Là, le ministre de l'économie est tombé sur un os et pas n'importe lequel. Fitch annonce dans son rapport que malgré les dernières "réformes financières" le compte n'y est pas, que la dette publique est bien trop élevée et le climat social dans le pays n'est pas bon. Le climat social n'est pas bon.... Et la faute à qui ?

En résumé, les réformes sont pure-

.../...

Sommaire :

Edito : Les agences de notation.....	P. 1 & 2
70ème été au Centre Jean Andros	P. 2
Répression syndicale	P. 2
Tract UD - 6 Avril	P. 3
Hommage aux Victimes du nazisme	P. 4 à 6
Communiqué des OS à la DGA TT	P. 7
George Sand - Compte rendu RDV ARS	P. 8
Territoriaux St-Florent - Lettre ouverte	P. 9
Les retraités aussi revendiquent !	P. 10
Hommage à Joseph Fabien	P. 11 & 12
Formation « Communication orale »	P. 12

AGENDA ***

RASSEMBLEMENTS 6 JUIN 2023

BOURGES	10 H 00 Place Séraucourt Petit déjeuner à partir de 8h30
VIERZON	10 H 30 Place Jacques Brel
ST-FLORENT	10 H 30 Place de la République
ST-AMAND	10 H 00 Devant l'hôpital
LA GUERCHE	10 H 30 Place du Général de Gaulle

Formation Syndicale UD - 2023

- ⇒ **CSSCT AT/MP Harcèlement moral** : 18 au 22 Sept.
- ⇒ **Communication** : 9 au 13 Octobre
- ⇒ **Niveau 2 - 1ère Partie** : 6 au 10 Novembre
- ⇒ **CSE - Prise de Mandat** : 20 au 24 Novembre
- ⇒ **Défenseur Syndical** : 13 au 17 Novembre

Pensez à déposer vos congés éducation un mois avant le stage et informez l'UD de votre participation.

ment économiques et le "quoi qu'il en coûte" pour les entreprises est une catastrophe et est purement et simplement de la subvention publique pour maintenir le taux de profit. Pour autant, il faudrait rembourser une dette qui n'appartient pas aux travailleurs, qui n'est pas collective mais bien une dette privée détenue par le patronat et le capital.

Le gouvernement n'a pas l'intention de se battre contre les institutions financières et encore moins contre la Commission Européenne. Les annonces faites sont de revenir au 3% le plus rapidement possible et de continuer le déversement, principalement aux grands groupes industriels et aux secteurs de l'armement. La guerre est une aubaine.

Il faut réimplanter l'industrie dans le pays et pour cela être attractif tant financièrement que socialement. La casse du code du travail, les ordonnances Macron portaient leurs fruits. La baisse des droits sociaux est une véritable poule aux œufs d'or pour les "investisseurs" étrangers. Bien entendu, ce n'est pas moi qui le dis. On nous annonce 14 milliards d'investissements par des groupes chinois, taiwanais, américains, ou autres alors que dans le même temps on nous assène qu'il faut se débarrasser des produits industriels asiatiques qui sont soumis à la géopolitique mondiale.

C'est complètement paradoxal s'ils pensent que les capitaux ne repartiront pas et que les embauches (et quelles embauches) et les productions ne seront pas dictées par la soumission de l'Etat français. Ce n'est ni plus ni moins qu'une énième sinistre affaire de communication et de moussage.

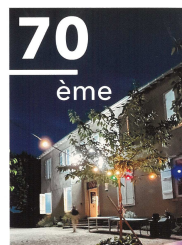
Ils feraient mieux d'entendre réellement la colère dans le pays et les revendications des travailleurs, des retraités, des chômeurs, de la jeunesse plutôt que de continuer à faire le pantin devant le capital.

Pour nous, c'est toujours la retraite à 60 ans, la réduction du temps de travail dans sa globalité, l'augmentation massive des salaires, des pensions et des minima sociaux, plus de santé publique et de services publics ... et surtout sortir de la logique guerrière et de l'économie de conflit.

Toutes et tous en grève et en manifestations le 6 juin.

Bon courage, les Camarades !

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général



L'ŒUVRE DE VACANCES DE PÉRONNE

Raymonde PIÉTU
Présidente d'honneur

Dominique CÉVOST
Président

Le conseil d'administration

ont le plaisir de vous inviter à la cérémonie marquant le

SOIXANTE-DIXIÈME ÉTÉ AU CENTRE JEAN ANDROS

Samedi 17 Juin 2023 au stade Jean-Pierre PIÉTU
18100 VIERZON

Accueil à partir de 11h00
Expositions, jeux, buvette et restauration sur place

REPRESSION SYNDICALE

Cinq militants de l'UL de St Florent sur Cher ont été convoqués à la gendarmerie le lundi 15 mai. Cette convocation fait suite à une plainte de la Direction Interrégionale des Routes Centre-Ouest (DIRCO) pour "dégradations de biens publics et entrave à la circulation" lors de la manifestation du 23 mars.

C'était une manifestation déclarée à la mairie et acceptée. Les manifestants ont terminé la manifestation sur un rond-point pour distribuer des tracts. La gendarmerie, de son propre chef, a dévié la circulation bien en amont dans les deux sens de circulation.

Les camarades avaient apporté des palettes et des pneus pour faire un barrage filtrant et lorsqu'ils ont vu qu'il n'y avait aucun véhicule qui arrivait, ils ont décidé d'allumer les palettes sur l'enrobé du rond-point. La direction des routes estime à plus de 11000 euros de réparation sachant que cette nationale est très mal entretenue et qu'elle absorbe un trafic de plusieurs dizaines de milliers de camions tous les ans.

Le syndicat CGT de la DIRCO nous a précisé qu'une plainte est systématiquement déposée lors d'incidents ou d'accidents sur les portions de réseaux routiers dont ils ont la responsabilité.

Ce qui est surprenant, c'est la rapidité avec laquelle la plainte a été instruite par les forces de l'ordre. Des bruits, que nous sommes en train de vérifier, mentionnent que c'est la mairie et plus précisément La Maire qui aurait demandé à accélérer les choses. Elle nous avait envoyé un courrier mentionnant qu'elle porterait



Ensemble pour obtenir le retrait et pour la justice sociale !

A la veille de réunions bilatérales organisées par la Première ministre avec les organisations syndicales, l'intersyndicale, unie et déterminée, réaffirme son opposition à la réforme des retraites. L'intersyndicale, toujours massivement soutenue par les travailleurs-euses, la jeunesse et une très large majorité de la population, réaffirme son rejet de ce recul social et **appelle le 6 juin, à une journée de grèves et de manifestations sur l'ensemble du territoire.**

L'intersyndicale soutient la proposition de loi supprimant l'âge légal et l'allongement de la durée de cotisation. Le 8 juin, l'Assemblée nationale pourra, pour la première fois, se prononcer par un vote portant sur la réforme des retraites. L'intersyndicale appelle solennellement les député.es à la responsabilité en votant favorablement ce texte. Ils respecteront ainsi la volonté de la population massivement exprimée depuis janvier.

L'intersyndicale réaffirme que c'est une question de justice sociale. Cette réforme des retraites est injuste et brutale tout comme l'est par exemple la dégressivité des allocations chômage, la conditionnalité d'accès au RSA ou des bourses étudiantes. A l'inverse, pour l'intersyndicale, l'enjeu du pouvoir d'achat est central. Elle porte notamment la nécessaire augmentation des salaires, des retraites et pensions, des minima sociaux et des bourses d'études.

Nous continuerons à travailler ensemble pour plus de justice sociale.

NOTRE PREMIER COMBAT EST LE RETRAIT DE LA RÉFORME DES RETRAITES.

TOUTES ET TOUS MOBILISÉ.ES LE 6 JUIN EN GREVE ET MANIFESTATIONS !



RASSEMBLEMENTS

6 JUIN 2023



<u>BOURGES</u>	10 H 00	Place Séraucourt <i>Petit déjeuner à partir de 8h30</i>
<u>VIERZON</u>	10 H 30	Place Jacques Brel
<u>ST-FLORENT</u>	10 H 30	Place de la République
<u>ST-AMAND</u>	10 H 00	Devant l'hôpital
<u>LA GUERCHE</u>	10 H 30	Place du Général de Gaulle

15/05/2023



PRISE DE PAROLE - 30 AVRIL 2023

Hommage aux Camarades victimes du nazisme

Cher(e)s Ami(e)s, Cher(e)s Camarades,

Avant de revenir sur l'actualité et sur le fait que ce 1^{er} Mai est à marquer d'une pierre blanche, il est bon de se remémorer la genèse de ce qu'est cette journée internationale pour les droits et les luttes des travailleurs partout dans le monde.

Tout d'abord, ce n'est pas la fête du travail. Certains médias, hommes politiques hostiles principalement à la CGT, aux grèves et aux manifestations, et le patronat, qui va encore nous dire que ce joli mois de Mai est une catastrophe pour la productivité et l'économie, essayent tous les ans de nous infuser l'idée que le travail serait une grande fête populaire perpétuelle où les travailleurs iraient avec plaisir, et seraient même contents de continuer les festivités en faisant des heures supplémentaires le soir et le week-end.

Le pire, sans l'être véritablement, est que des organisations réformistes, nous ne les citerons pas car nous sommes en intersyndicale complète, le disent et l'écrivent en dévoyant l'histoire et l'actualité contemporaine de ce que vivent des millions de travailleurs. En France, faire référence à la fête du travail pourrait être entendu comme une reprise de la décision de Pétain pendant l'occupation et la "fête du travail et de la concorde sociale" directement inspirée de sa devise "travail, famille, patrie".

L'histoire est têtue et factuelle. Ce sont bien les travailleurs eux-mêmes, qui depuis plus de 130 ans, avec les manifestations des travailleurs américains de 1884 et 1886 pour la journée de 8 heures et la décision du congrès de la 2^{ième} internationale socialiste, sous l'impulsion de Jules Guesde à Paris en 1889, qui ont décidé d'une même journée de manifestations pour porter les revendications sociales dont celle des 8 heures. Les premières auront lieu l'année suivante.

Ce sont bien les travailleurs qui se sont fait tirer dessus lors de la manifestation de Fourmies, dans le nord, faisant 10 morts et des dizaines de blessés en 1891. L'indignation provoquée par ce massacre traversera le pays mais aussi dépassera largement les frontières nationales. Patronat et gouvernement de l'époque, espérant que la terreur poussée à son extrême pourrait refouler les idées révolutionnaires, réussirent au contraire à donner à cette journée

internationale des travailleurs une dimension exemplaire de luttes solidaires.

Ce sont bien les travailleurs eux-mêmes qui se sont organisés pour continuer la lutte sous diverses formes pendant les moments d'interdictions ou de restrictions. Ici, le 1^{er} mai devient férié, chômé et payé à partir de 1948.

Pour se mobiliser, pour manifester, les travailleurs connaissent des réalités bien différentes suivant là où ils vivent. Pour beaucoup de travailleurs, le 1^{er} mai est une journée fériée tandis que dans d'autres pays c'est à une autre date. Pour beaucoup d'autres, c'est une journée de manifestations qui nécessite parfois des grèves. Mais malheureusement, pour encore de trop nombreux camarades dans de nombreux pays, le droit de grève et de manifester reste interdit et est fortement réprimé, la liberté de s'exprimer reste un luxe. Et n'oublions pas que les garanties et les droits sociaux des travailleurs sont très succincts voire inexistant dans la plupart des pays. Le peu qui existe est de plus en plus remis en cause ou réprimé avec une extrême violence.

Ici aussi nos droits sont attaqués, nos conquies sont remis en cause. Dans le pays des droits de l'Homme, dans le pays où la constitution doit garantir le droit à manifester et à s'exprimer librement, des militants sont interpellés, arrêtés, placés en garde à vue pendant des heures voire plusieurs jours par des forces de l'ordre aux ordres, aux méthodes fortement contestées jusque chez la défenseure des droits. Regardons la forte remise en cause des Brigades de Répression de l'Action Violente Motorisée (BRAV-M). Il faut chercher l'erreur dans la définition de l'action de ces individus lorsqu'on voit les images.

Qui provoque la violence et qui est violent ? Cette version moderne du peloton des voltigeurs motorisés des années 70 et dissous après la mort de Malik Oussekine, ne sert qu'à mater, faire peur et dissuader de manifester. Faudra-t-il un nouvel accident dramatique pour que Macron prenne conscience de la dangerosité de ces personnages et de la chaîne de commandement ? Une pensée de solidarité va directement à nos camarades arrêtés dans l'exercice de leur militantisme et de leur dévouement. Courage, les Camarades.

Les refus systématiques des rassemblements et des

manifestations lorsque le monarque se déplace montrent la dangereuse dérive contre les droits individuels et collectifs.

La violence est également contre les locaux syndicaux et plus particulièrement les nôtres, comme à Châteauroux ou à Montauban. Des mesures d'expulsion, de paiement de rattrapage de loyers pharaoniques décidés par les tribunaux à la demande des maires réactionnaires. Les libertés syndicales en prennent plein la poire depuis des années sans que les gouvernements successifs, depuis des années, s'en émeuvent. Imaginons que les chambres consulaires soient attaquées de la sorte et nous verrions des manifestations de patrons dans toute la France pour réclamer des moyens supplémentaires. Elles sont financées en grande partie par l'impôt payé par les entreprises, donc par la richesse créée par les travailleurs.

La violence est vraiment partout dans le monde. Pas une zone géographique n'est épargnée : Europe, Asie, Pacifique, Amérique, Moyen et Proche Orient sont le théâtre de tensions géopolitiques qui entraînent des escalades guerrières actuellement ou qui risquent d'en entraîner prochainement. Développer les causes des différents conflits actuels serait trop long et peut-être tronqué, faire des projections sur des conflits futurs serait hasardeux. Pour autant, une chose est sûre, capitalisme et impérialisme font très bon ménage pour créer, gérer et reconstruire ce qu'ils ont contribué à générer.

Des blocs voudraient se reconstruire (est-ce qu'ils ont disparu un jour ?) en remettant en avant Est contre Ouest, remettant l'occident et l'hégémonie américaine contre le reste du monde. Les cartes se redistribuent, et comme d'habitude, c'est au détriment des peuples et des travailleurs de tous les pays prioritairement impliqués et aussi les autres.

Les grands médias, par la taille et non par le talent, les gouvernements nous amènent les conflits, les tensions et les guerres comme des problèmes d'ego, comme des rivalités entre les populations, comme des considérations entre personnes considérées comme folles. C'est un tout petit peu trop simpliste et surtout dénué de sens. Ces explications ne servent qu'à détourner tout un chacun de creuser un peu les sujets et de se faire sa propre opinion. Est-ce que ça marche ? Probablement.

Les rivalités d'aujourd'hui ont les mêmes causes que celles du passé proche ou lointain. Les dites "puissances fortes" se sont toujours basées sur une doctrine plutôt simple mais efficace : un capitalisme fort et une armée forte puisque les uns ont besoin des autres pour se développer, prospérer et imposer

leur paradigme. Pour ce faire, ils s'appuient sur des contextes régionaux, locaux, religieux et autres pour intervenir et continuer leurs invasions. Invasions physiques, économiques et idéologiques.

Se battre contre des blocs est sûrement une des batailles les plus difficiles à mener tant la grande majorité de la communauté internationale soutient les oppresseurs. Affamer les populations, les priver de l'essentiel, de la santé, de médicaments, de déplacements oblige les populations, les travailleurs à s'organiser dans des stratégies de résistance permanente. Nous pensons plus particulièrement au peuple cubain, palestinien et kurde. Notre solidarité et notre fraternité vont tout droit aux syndicats progressistes qui font un travail formidable pour organiser les luttes.

Le capitalisme, le colonialisme, l'impérialisme et l'oligarchie d'où qu'ils viennent sont les mamelles du monde de la finance internationale malgré les pseudo-divergences qu'ils peuvent afficher. Mais au fond, comme nous l'avons déjà dit, ce sont les peuples qui trinquent. Nous devons réaffirmer notre soutien inconditionné à tous les travailleurs. Nous devons nous battre pour que la paix revienne partout. Nous devons nous battre pour que les peuples puissent vivre en paix, en harmonie, en coopération et non en concurrence. Nous devons nous battre et convaincre que la France n'a rien à faire dans l'OTAN, ni de près ni de loin, et qu'il faut en sortir. C'est une machine de guerre pour faire uniquement la guerre et non préserver la paix. Notre pacifisme et notre internationalisme doivent reprendre le dessus avec pour objectifs d'éviter les conflits par la voie diplomatique et en même temps redonner un réel poids à l'ONU. Nous devons convaincre que les programmes économiques basés sur l'armement et les guerres sont une impasse collective et sociale.

Enfin, nous devons nous battre contre nos ennemis de l'intérieur. Nous devons nous battre contre les idéologues de la pensée dominante, le patronat et Macron, les mêmes en sorte. Depuis la mise en place du programme du Conseil National de la Résistance, les gouvernements successifs ont appliqué le programme du patronat français. Et même si les années 80 ont apporté quelques droits sociaux nouveaux, ils ont été contrecarrés par des mesures qui les ont dévoyés. Les faits sont là, les camarades.

Quand un célèbre dirigeant du patronat français, dans un article daté de 2007, annonce qu'il fallait en finir avec le programme du CNR et qu'il fallait, je cite "défaire tout ce qui a été mis en place de 1944 à 1952, sans exception", où en sommes-nous ? Nous

avons du recul pour regarder et analyser ce qui s'est fait en 16 ans.

Premier constat, les chefs d'état de ce pays, quels qu'ils soient, ont appliqué cette doctrine sans aucun problème. Ces mêmes responsables politiques ont toujours accentué les mesures prises par leurs prédécesseurs tout en, la main sur cœur, promettant le contraire. Le capital, après avoir placé ses pions depuis des années, continue de faire la peau des travailleurs en activité ou non.

Macron est le pur produit, là aussi, des oligarques français et le digne descendant des Sarkozy et Hollande. C'est également un porte-parole extrêmement efficace du patronat mondialisé. Les derniers faits parlent pour lui. Depuis un an, c'est quoi ? Destruction de l'assurance chômage et la création d'une énième agence nommée France Travail. D'ailleurs les créations de ce genre de structures affaiblissent considérablement le parlement élu et, par opposition, renforcent considérablement le pouvoir étatique.

C'est la continuité de la casse des services publics, de l'éducation nationale, de la justice, des collectivités locales, de la culture, des transports, etc... C'est la continuité de la casse de l'hôpital public et forcément de l'accès aux soins pour tous, qui éloigne encore de plus en plus de personnes de leur santé.

Pourquoi ? Parce que tout est marché, parce que tout est à vendre et à acheter pour le capital. Marché et concurrence libre et non faussée sont les règles.

Ce n'est aucune mesure obligatoire pour augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux et garantir un niveau de vie élevé, Ce n'est aucune mesure pour la jeunesse, ce n'est aucune mesure pour l'intérêt général et le bien commun.

Et maintenant il voudrait ne plus en parler, pour passer à autre chose, tourner la page ?

La seule page qu'il devrait tourner avec urgence, c'est celle du lit qu'il fait au Rassemblement National, au racisme et au fascisme. Les possédants, les capitalistes savent que ce n'est pas un problème pour eux de les mettre tous au pouvoir. D'ailleurs ils l'ont fait en Italie dernièrement et l'Histoire nous rappelle qu'il n'y a aucune difficulté, si ce n'est pour les travailleurs, que les intérêts se conjuguent. D'ailleurs, il faudrait s'arrêter sur les votes à l'Assemblée Nationale où toutes les mesures en faveur de salariés ont été retoquées, augmentation des salaires

entre autres et le repas à 1 euro pour les étudiants. Macron, la droite, le patronat n'ont aucun problème pour cohabiter, voire vivre en colocation.

Réaffirmons haut et fort notre combat contre l'homophobie, le racisme, la xénophobie, le totalitarisme et toutes les idées qui peuvent diviser notre vivre ensemble.

Réaffirmons très fortement notre volonté de combattre le sexisme et les violences faites envers les femmes où qu'elles se trouvent, dans toutes les situations et également dans la CGT.

Réaffirmons notre combat contre la réforme des retraites qui serait terminée à entendre certains. Un combat dit historique mais qui n'est pas au bout de son inscription dans le temps. Je voudrais saluer ici la forte mobilisation depuis le 19 janvier.

Cela fait presque 4 mois que la CGT est mobilisée dans l'intersyndicale pour combattre la réforme. Malgré des coups de force et les attaques antidémocratiques de la part de Macron, le rejet massif de cette loi est toujours intact.

Ce qui s'est fait dans le département depuis le 7 mars avec de nombreuses actions dans tous les domaines, des actions coordonnées organisées par les Unions Locales sont à mettre à notre crédit. Les Camarades ont répondu présents pour organiser et animer le QG des luttes à Bourges. Nous pouvons féliciter les camarades cheminots et de l'énergie pour l'implication qu'ils ont donnée.

Nous avons systématiquement travaillé en interpro pour discuter, échanger et décider ensemble. Et ce n'est pas fini. Nous avons créé, partout, une solidarité essentielle à notre organisation. Nous avons recréé du lien entre nos organisations CGT et tissé des liens entre camarades. Nous pouvons être fiers du travail réalisé. Nous devons sanctuariser ces relations et continuer ce travail en commun.

Le combat n'est pas fini et ce gouvernement s'est mis tout seul dans une impasse démocratique et sociale. Pour autant, il n'en a pas fini de continuer à nous casser les reins. Il s'est donné 100 jours pour apaiser le pays alors donnons 100 jours, avec les travailleurs, pour rendre la vie impossible à ce gouvernement et à ce patronat.

Nous ne pouvons pas tout dire dans cette prise de parole et j'ai déjà été trop long.

Camarades, la lutte continue, le tous ensemble aussi, vive la CGT et vive la CGT du département.





Communiqué des organisations syndicales CFDT-CGT-FO-UNSA-CGC de DGA Techniques Terrestres.

La passation de commandement de DGA Techniques Terrestres se passe dans un climat social tendu, conséquence de la réforme des retraites. Depuis plusieurs mois, l'intersyndicale et les personnels du site sont mobilisés fortement dans la lutte contre cette réforme, à un niveau de mobilisation rarement observé.

Cette réforme injuste impacte fortement les personnels. **Nous le rappelons : 64 ans, c'est toujours non !!!**

Parallèlement, la forte perte de pouvoir d'achat s'accélère pour l'ensemble des statuts des agents (fonctionnaires, contractuels, ouvriers d'Etat). Par exemple, certains fonctionnaires de catégorie C et B ont leur grille de salaire qui commence en dessous du SMIC. Associé à une inflation galopante, ce contexte conduit à une perte d'attractivité des emplois du Centre comme dans toute la fonction publique.

Cela se traduit par des difficultés de recrutement et de fidélisation. De janvier à mai 2023, il y a eu autant de démissions à DGA TT que sur toute l'année 2022. Si rien n'est fait, ceci conduira à l'impossibilité pour le site d'assurer ses missions.

Si le contexte de la Loi de Programmation Militaire (LPM) peut paraître au premier abord favorable financièrement, l'intersyndicale tient à souligner plusieurs points :

- Le terrestre est un des parents pauvres de la LPM,
- Les batailles budgétaires laissent entrevoir des difficultés pour concrétiser les financements,
- On ne reconstruit pas en quelques mois un outil industriel et étatique massacré par des années de sous-investissement et de casse,
- L'aspect social (politique salariale notamment) est totalement occulté.

Dans ce contexte, la nouvelle direction affiche une volonté de renforcement de la cohésion des équipes, de l'image et de l'attractivité du site.

Au-delà des aspects salariaux et matériels, cela passe pour l'intersyndicale par la restauration d'un climat de confiance, la mise en place d'une organisation adaptée et adéquate et une analyse pertinente des retours d'expérience.

Les personnels sont confrontés au niveau national à un déficit de démocratie qui laissera des traces. Il est crucial que les pratiques locales n'en soient pas le reflet...

Bourges le 5 Mai 2023

& La maxime du mois &



*NOUS POUVONS DOUTER DE TOUT,
SAUF DE NOTRE DEVOIR D'ÊTRE TOUJOURS
AU CÔTÉ DES HUMILIÉS QUI LUTTENT.*

CHE GUEVARA



Bourges, le 11 mai 2023

- COMPTE RENDU DU RDV ARS -

SUPPRESSION DE BUDGET DE 3 MILLIONS D'EUROS

Une délégation CGT a été reçue ce jour par l'ARS Centre Val de Loire, en présence du directeur du CHS, concernant le débasage de 3 millions d'euros annoncé sur le budget de l'hôpital.

L'entretien n'était malheureusement pas dédié au dialogue mais plutôt à une explication « pédagogique » des raisons de ce retrait de financement par les représentants de l'ARS, appuyée par le directeur du CHS.

Comme nous le savions déjà, la fermeture de l'unité Gargilesse actée en 2019 est à l'origine de ce débasage. Mais pas seulement !

L'ARS prend en considération la fermeture de 49 lits : 31 lits sur Gargilesse, les autres sur les unités Balzac, Flaubert et Le CAP.

Mais estimons-nous heureux ! Car selon les calculs de l'ARS, ce n'est pas 3 millions qui devaient être imputés à notre budget, mais 5,2 millions d'euros !

De plus, dans sa grande mansuétude, l'ARS nous permet un échelonnement en divisant la restitution de la somme sur 2 ans.

Il nous l'a été dit et répété, le but de l'ARS est de soutenir

Dans la situation actuelle, avec environ 25 postes vacants (officiels) sur l'établissement, le budget annuel est excédentaire de 2 millions d'€.

Le plein emploi nous rendrait déficitaire.

Le débasage de 3 millions annonce la fin des recrutements et un déficit du budget, donc de moyens !

Budget déficitaire = plan de restructuration = suppression de postes.

Et cela ne concernera pas que les services de soins ! Dans ce type de plan, les premiers impactés sont souvent les services techniques et administratifs, pourtant indispensables au bon fonctionnement de l'hôpital. L'externalisation est d'ailleurs déjà en marche !

Quel bel avenir pour l'hôpital public !

Et qu'en est-il de la place du soin ?

Il faut répondre à des appels à projets, voilà comment obtenir des « crédits » pour pouvoir soigner de nos jours.

Quid des patients qui ne rentrent pas dans les cases des projets, les patients jugés « inadéquats » ...

La CGT va continuer de se battre pour défendre les intérêts de l'hôpital public !
Une réunion est prévue mercredi 17 mai entre l'ARS et la direction de l'établissement, dans le but de renouer le dialogue selon l'ARS.
Nous souhaitons qu'un CSE extraordinaire se tienne dans les plus brefs délais afin de connaître les actions mises en place par l'établissement pour lutter contre ce débasage.
La CGT va également interpeller le ministère de la Santé.



Centre Hospitalier George Sand

Contact CGT: 06 40 34 66 76



Syndicats CGT des Agents de la ville de Saint Florent
23 bis rue Roger Salengro
18400 ST FLORENT/CHER

Lettre ouverte

St-Florent, le 15 Mai 2023

Madame Le Maire,

Nous souhaitons revenir sur la réunion que vous avez convoquée le jeudi 11 mai 2023 et qui devait avoir pour objet le RIFSEEP.

Nous vous avons sollicitée pour discuter du RIFSEEP 2023 dans le cadre de la négociation. Nous pensions naïvement que cette réunion avait pour objectif d'entamer des discussions et nous avons travaillé dans ce sens. Cette entrevue s'est finalement concentrée sur une question théorique et non de fond : une formulation présente sur un tract rédigé par la CGT ne vous convient pas.

Nous aurions dû quitter cette réunion dès le début, car la discussion relative aux augmentations du RIFSEEP pour 2023 s'est transformée en un échange stérile. Lorsque nous avons tenté de recentrer cet échange sur des questions budgétaires vous avez choisi de quitter la pièce.

Nos valeurs et notre attachement au statut de la Fonction Publique Territoriale, ainsi qu'à la construction d'un dialogue social, sincère et efficace, dans l'intérêt des agents de la collectivité, ne semblent pas être au cœur de vos priorités.

Nous vous avons demandé un rendez-vous en vue de l'ouverture de négociations le 24 avril 2023 afin de connaître vos orientations et de déterminer ensemble une méthode de travail efficace.

A ce jour, nous sommes toujours dans l'attente !

Vous ne pouvez continuer à ignorer l'organisation syndicale majoritairement représentative du personnel, élue démocratiquement par les agents municipaux de Saint Florent sur Cher, à hauteur de plus de 70% des suffrages exprimés aux dernières élections professionnelles.

Que faites-vous du dialogue social ? Devons-nous conclure que vous refusez le dialogue avec le syndicat majoritairement élu par les agents de votre collectivité ?

Qu'en est-il de votre respect des instances démocratiques ?

Devons-nous y voir le mépris vis-à-vis des agents municipaux qui nous ont demandé de les représenter ?

Notre rôle de syndicalistes consiste à défendre l'intérêt individuel et collectif des agents et nous vous demandons donc à ce titre d'instaurer le dialogue, sans parti pris.

Nous souhaitons réaffirmer que la CGT est libre et indépendante jusque dans la formulation de ses écrits.

Nous réitérons notre demande de négociations sur le RIFSEEP 2023.

Recevez Madame le Maire nos sincères salutations.

Pour le syndicat CGT
Pascal Jaubier

LES RETRAITÉS AUSSI REVENDIQUENT !

Le combat que mènent depuis plusieurs mois les travailleurs contre la réforme des retraites et le recul de départ à 64 ans, est l'occasion de rappeler que les retraités ont eux aussi des revendications légitimes portées par l'Union confédérale CGT des retraités au sein du groupe des 9 (UCR-CGT, UNAR-CFDT, UCR- FO, UNIR-CFE-CGC, FSU, UNIRS-Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et solidaires).

Pour l'UCR-CGT, les revendications sont nombreuses, légitimes, justes et tout à fait réalisables dans un pays où les profits battent tous les records depuis plusieurs années.

Les revendications portent en premier lieu sur le montant de la pension :

- augmentation immédiate des pensions de 300€ ;
- indexation des pensions sur les salaires : jusqu'en 1987, les pensions étaient indexées sur le salaire moyen. L'indexation sur le taux d'inflation, largement sous-estimé, a entraîné de fait une baisse très nette du pouvoir d'achat des retraités ;
- aucune retraite inférieure au SMIC (2 000 € revendiqués par la CGT) ;
- taux de remplacement calculé sur les dix meilleures années dans le privé, et égal à 75% du dernier salaire (y compris les primes) dans la fonction publique ;
- ensemble des éléments de rémunération (y compris primes, intéressement, participation, etc.) soumis à cotisations et constituant des droits à retraite ;
- périodes d'arrêt de travail pour maternité, accident du travail ou maladie professionnelles considérées comme des périodes travaillées.

D'autres revendications portent sur la vie quotidienne des retraités :

⇒ Santé :

- * 100% sécu : rappelons que la plupart des retraités ne bénéficient pas d'aide à la complémentaire santé : environ 11% de retraités n'ont pas de complémentaire ;
- * Autonomie :
 - ♦ création d'un grand service public national de l'aide à l'autonomie, regroupant et intégrant l'ensemble des structures et des personnels concernés (que ce soit à domicile ou en établissements) financé par la Sécurité sociale via les cotisations (et non l'impôt comme c'est le cas à 90% aujourd'hui pour la 5^{ème} branche gérée par la CNSA, Caisse nationale de solidarité autonomie) ;
 - ♦ financement à 100% par la Sécu des coûts des structures publiques ou de sécurité sociale de prise en charge, mais aussi des coûts liés au maintien à domicile (aménagement des logements, interventions des professionnels de santé, etc.)
 - ♦ sécurité sociale unifiée qui permet de prendre en compte, l'ensemble des dimensions de la

perte d'autonomie sans la découper en branches -risques (famille, maladie, vieillesse et maintenant autonomie!)

- * accès à la santé : les déserts médicaux se multiplient dans notre pays. Pour y remédier, il faut une importante réforme de la santé avec notamment

- ♦ le développement des hôpitaux publics et la réouverture des nombreux lits d'hospitalisation fermés ;
- ♦ création de maisons médicales publiques avec des médecins salariés ;
- ♦ développement des services d'urgences publics
- ♦ installation réglementée des médecins (près de six millions de Français n'ont pas de médecin traitant)

⇒ Fracture numérique

La fracture numérique est une réalité que subissent nombre de Français, notamment les retraités. Plusieurs facteurs en sont la cause : non-maîtrise de l'outil informatique, zones blanches, coût d'abonnement internet trop élevé, crainte de fraude, etc. Pour beaucoup de retraités, cela renforce le sentiment de dépendance puisqu'ils doivent souvent faire appel à une tierce personne pour les aider dans leurs démarches, alors qu'ils sont par ailleurs totalement autonomes.

Mais les laissés-pour-compte du tout-numérique ne sont pas les seuls retraités, la dématérialisation des démarches administratives conduit à une inégalité d'accès aux services publics.

Nous revendiquons donc :

- * ***réouverture des accueils du service public au sens large du terme : Finances publiques, poste, sécu, mais aussi guichets SNCF, électricité et gaz, etc. Le réseau France services n'est qu'un pis-aller qui bien souvent ne répond pas aux attentes des usagers ;***
- * ***envoi d'un bulletin papier de pension : aujourd'hui, plus aucune caisse de retraite n'envoie de bulletin papier, celui-ci n'étant accessible que sur le site des caisses. De ce fait, bon nombre de retraités ne connaissent pas le montant réel de leur pension puisqu'ils ne voient pas les prélèvements effectués (CSG, RDS, CASA, impôts). Ils ne peuvent donc en vérifier l'exactitude.***

Les retraités ne sont ni une charge pour la société, ni des nantis. Ils contribuent largement par leur travail et leurs activités bénévoles à la cohésion sociale (garde des petits-enfants, gestion des municipalités, des associations notamment caritatives, etc.). Ils ont contribué, par leur travail, au développement de notre pays et veulent vivre pleinement cette *nouvelle étape de la vie*.

Catherine Fourcade



Hommage à Joseph FABIEN
ancien membre du bureau de notre UD pendant 22 ans,
décédé le 7 mai 2023 à l'âge de 92 ans

**au nom du Syndicat CGT des Retraités de St-Florent,
de l'Union Locale CGT de ST Florent
et de l'Union Départementale CGT du Cher**

Issu d'une famille nombreuse, second d'une fratrie de sept enfants, Joseph était né le 4 septembre 1930 à ST-PIERRE DES ECHAUBROGNES dans les DEUX SEVRES (79). Son père, d'abord ouvrier agricole, s'installe ensuite comme fermier. Sa mère est couturière. Comme il le répètera souvent, la famille est pauvre mais ne vit pas dans la misère. Les produits de la ferme permettent de se nourrir correctement et le métier de la maman est bien utile pour adapter et prolonger au maximum la vie des vêtements. Sa scolarité se déroule à ST-PIERRE DES ECHAUBROGNES où il obtiendra son Certificat d'Etudes Primaires. Bon élève, il aura la possibilité de poursuivre ses études en secondaire et obtiendra son baccalauréat. Il travaillera quelques années à la ferme familiale, puis occupera son premier emploi chez un agriculteur en 1959.

Il travaillera ensuite quelque temps dans une scierie. Il sera ordonné prêtre-ouvrier en 1962. Il est dispensé d'organisation des offices (messes, mariages, obsèques, etc...), mais vit en communauté avec d'autres prêtres ouvriers. Dans les années 1960, ses responsabilités religieuses le conduisent dans la région de Graçay dans le Cher où il va occuper divers emplois dans le bâtiment (maçonnerie, couverture). C'est là qu'il commencera à se faire connaître dans les milieux de la gauche locale en participant activement à diverses mobilisations initiées par le Mouvement de la Paix.

En 1971, nouvel emploi : il est embauché comme ouvrier spécialisé à l'usine ROSIERES de St-Doulchard où il assemble des pièces de « gazinière » à l'aide d'une soudeuse par points. Dans cette entreprise, travaillent essentiellement des femmes. Une activité syndicale CGT s'y développe avec peine depuis quelques années. Des responsables ont oublié quelque peu les principes fondamentaux du syndicalisme de classe. Mais, une poignée de jeunes salariées combatives va reprendre le flambeau. Il sera l'un des deux ou trois hommes de l'aventure. Dès son adhésion au syndicat CGT en 1972, le voilà élu comme délégué du personnel et membre du Comité d'Etablissement. C'est cette même année qu'il participe à la grande grève, victorieuse, de 5 semaines des ROSIERES pour obtenir le 13^e mois de salaire. Dès cette époque, il participe aux activités du Syndicat local des Métaux de Bourges, auquel sont rattachées 8 sections syndicales CGT de PME de la métallurgie. Ses capacités d'analyse, son sens de l'organisation, ses facilités à rédiger tracts et bulletins, vont rapidement l'amener à

accéder à la première responsabilité celle de Secrétaire Général dès 1974. Il le restera 15 ans jusqu'en 1989.

De la fraternité de combat syndical à l'amour, il n'y a qu'un pas et en 1975 il épouse Marie-Thérèse elle aussi militante à la CGT dans la même entreprise qui sera, en plus de ses responsabilités d'élue du personnel dans l'usine, Conseillère Prud'hommes pendant de nombreuses années. Ce mariage va le mettre un peu « en délicatesse » avec l'Eglise, même si ses collègues prêtres-ouvriers l'accepteront toujours comme l'un des leurs.. En 1976 la famille s'agrandit avec la naissance d'un garçon : Dominique. Il exprimait souvent sa peur, en raison de son âge, de ne pas le voir grandir longtemps. Le destin a bien fait les choses, puisqu'il a vu grandir y compris ses deux petits-enfants.

En 1976, il accède à la Commission Exécutive de l'Union Départementale et est aussitôt promu au bureau. Responsabilités qu'il occupera sans interruption jusqu'en 1998. En 1979 la responsabilité de secrétaire du Comité de Coordination de la Métallurgie du Cher est vacante.

Fin connaisseur des accords et conventions collectives de la métallurgie, il est aussi un négociateur redouté du patronat et un rassembleur. Ses qualités acquises au fil des luttes en font un secrétaire incontestable. C'est ainsi qu'il se voit confier cette tâche qu'il occupera jusqu'aux années 1990.

A partir de 1980 ROSIERES va engager le déménagement du personnel de l'usine de St Doulchard vers l'usine-mère de Lunery. Marie-Thérèse y sera mutée assez rapidement. La direction de Rosières connaît parfaitement Joseph d'autant plus que l'un de ses dirigeants est aussi le président de la Chambre Patronale de la Métallurgie du Cher. Ayant largement pris la mesure de ses capacités à entraîner les salariés à l'action collective, ils n'ont guère envie de le voir venir renforcer une équipe de militants CGT, tels des Yves Lacelle et Guy Lagorce, qui brille aux élections professionnelles avec des 95 ou 98% des voix des ouvriers. Il restera l'un des derniers à être transféré en 1984, non pas à Lunery, mais à ROSINOX (ex Rosières Grandes Cuisines) rue Félix Chédin à Bourges. Ils ont considéré que le danger pour leurs intérêts de classe était plus limité en raison de la taille de l'établissement et de la faiblesse de l'organisation syndicale CGT. Joseph n'est pas homme à abdiquer. Il y poursuivra son activité syndicale jusqu'en 1989, année où il est « débarqué » au travers d'un plan de licenciements, avec un départ en préretraite.

Retraite ne signifie pas pour lui, fin de l'activité syndicale. Dès 1992, il intègre le bureau de l'Union Syndicale des Retraités CGT du Cher. En 1993, il anime la création du syndicat des retraités de Rosières et en devient secrétaire. Syndicat qui fusionnera en 2003 avec celui des retraités de St-Florent. Il en sera le secrétaire adjoint jusqu'aux années 2010. Comme une évidence, il participe également à l'activité du bureau de l'Union Locale de St-Florent jusqu'en 2010.

Une tâche difficile va lui être confiée en 1995. L'association LSR-CGT départementale est dans une situation conflictuelle proche de l'explosion avec un président qui a oublié quelques principes élémentaires d'une gestion saine de l'association. Après avoir joué les « casques bleus », avec beaucoup de diplomatie, de patience, un travail de rassemblement d'organisation, de bonne gestion, il passe la main en 2006 avec une association dynamique avec une gestion saine et conforme aux principes de solidarité qui n'auraient jamais dû cesser d'être le fil rouge de ses dirigeants.

De 1993 à 2006, il assiste les salariés devant les Conseils de Prud'hommes en tant que défenseur syndical CGT (avocat en quelque sorte). Comme dans toutes les responsabilités auxquelles il a dû faire face, son courage, son abnégation, sa ténacité vont en imposer aux adversaires.

Joseph a toujours considéré que son engagement syndical devait être prolongé par un engagement politique et

en 1984, il adhère au PCF et sans responsabilité particulière il est de toutes les activités de la section de St-Florent.

Fidèle à ses engagements il l'aura été jusqu'à ses derniers instants de lucidité. En janvier, en février, voire en mars, pourtant affaibli il participait aux divers rassemblements. Sur son lit d'hôpital, il s'inquiétait encore de l'avenir du grand mouvement de lutte pour la retraite à 60 ans.

Certains diraient : « quelle carrière ! »

Lorsqu'on est militant à la CGT ce ne sont pas les ambitions personnelles qui guident notre action. Joseph, n'a jamais pensé à sa carrière pas plus syndicale que professionnelle. Comme la majorité des militants il a été discriminé dans son évolution professionnelle, victime de la vindicte patronale. Il a fait face avec courage et détermination au mépris de nos adversaires de classe. Toutes ces années consacrées au combat syndical n'avaient qu'un objectif : vivre mieux dans un monde meilleur débarrassé de l'exploitation. Un monde de paix et de fraternité où la devise de la république ne serait pas qu'un slogan.

Le don de soi, il le vivra jusque dans la mort en donnant son corps à la science. Faire don de son corps pour faire progresser les connaissances médicales c'est un acte fort pour l'avenir des générations futures.

Robert AUVITY



Formation

"Communication Orale"



Pour rappel, une formation "**COMMUNICATION ORALE**" aura lieu du **9 au 13 octobre 2023**.

Cette formation s'adresse à des militants ayant des mandats au sein de la direction syndicale ou qui participent aux réunions avec la direction de leur entreprise.

En plus de l'apport théorique, le stagiaire participera à plusieurs mises en situation qui seront filmées et analysées.

Inscrivez-vous rapidement auprès de l'UD car les places sont limitées. Pour assurer une bonne logistique, la **date butoir d'inscription est fixée au 31 JUILLET 2023.**

IMPORTANT : Les demandes de congés formation doivent être déposées auprès de vos directions

1 mois avant la date de début du stage.